

*Presse à l'école***Le journaliste syrien Raafat Alghanim exilé en France a rencontré deux classes de Lafayette**

BRIOUDE OPINION ARMÉE - CONFLIT EDUCATION MONDE POLITIQUE

Publié le 25/03/2017



À la question « quelles dates sont les plus marquantes pour vous?? » Raafat a répondu « le 18 mars ». Date du début de la révolution en Syrie. Un pays qu'il a dû quitter il y a quatre ans, en faisant un détour par la Jordanie. © Agence BRIOUDE

L'opération « Renvoyé spécial », créée par la Maison des journalistes a été déclinée hier matin à Brioude. Dans le cadre de la semaine de la presse à l'école, un journaliste syrien est venu à la rencontre des lycéens.

Le temps d'une matinée, les élèves des premières ES et S du lycée Lafayette se sont mis dans la peau de journalistes. Avec leur professeures Ouardia Touahri et Christiane Gaillard à l'origine de cet événement, ils ont préparé de nombreuses questions à poser à Raafat Alghanim, journaliste syrien exilé en France... « Ça n'est pas la première fois que je viens parler dans une école, mais c'est la première fois en Français. Cela fait quatre mois que je l'apprends », confie Raafat, qui pour l'occasion, avait quitté le costume de journaliste pour se mettre à la place de celui qui répond, qui témoigne...

Raafat a connu la prison en Syrie et en Arabie Saoudite

De la difficulté de l'exil à l'islamisme radical, les questions des élèves étaient variées... Récit d'une interview pas comme les autres.

Comment êtes-vous arrivé en France ? Raafat a voyagé avant d'arriver en France. Né à Alep, il a passé quelques années en Arabie Saoudite. « J'avais un blog où je parlais des islamistes, des wahhabites, des salafistes, de la famille royale », détaille-t-il. Des sujets qui, tout le monde l'a compris dans la salle, dérangent les autorités du royaume du Golfe... Il écope donc de deux ans de prison, de 2009 à 2011. Avant de retourner en Syrie et de passer, à nouveau, deux mois en détention. « Quand je suis sorti c'était la Révolution. Puis elle a duré. Un an, deux ans, on pensait que ça s'arrêterait, mais ça n'est pas arrivé. » Pendant les manifestations, il filme, raconte la vie de ses compatriotes qui ne veulent plus de Bachar Al-Assad au pouvoir.

En tant que journaliste, c'est son devoir. Un devoir qui lui vaudra de retourner deux mois en prison, à Damas. « Dans cette prison, ils pratiquent la torture. On ne pouvait pas se laver. Pour aller aux toilettes, on avait cinq

minutes, et interdiction de fermer la porte. » À sa sortie, il fuit en Jordanie, puis, là-bas, il sera contraint de s'exiler en France.

Est-ce que l'emprisonnement a mis un frein à votre carrière ? Lors de ces incarcérations, Raafat n'a évidemment pas pu exercer son métier. En Arabie Saoudite, il avait accès à la télévision, mais pas à tous les programmes, « pas ceux où il y avait des femmes ou de la musique, parce que c'est haram (*) » D'une façon plus générale, ce sont les régimes politiques, et les organisations islamistes qui l'ont freiné à certains moments de sa carrière. « Si je parle de Daesh par exemple, il y a un risque pour mes sœurs qui habitent à Raqqa, ils peuvent s'en prendre à elles. »

Qui vous a aidé à venir en France ? « J'ai eu un visa rapidement, j'ai été aidé par Reporters sans frontières », a-t-il expliqué aux lycéens. Aujourd'hui, en France, il est soutenu et accompagné par la Maison des journalistes, une association qui vient en aide aux professionnels de la presse exilés.

Quelle est votre définition de l'islamisme radical ? « Il a toujours existé mais c'était souvent une minorité. Puis il a augmenté à cause des problèmes politiques, comme en Syrie. C'est un peu comme en France : quand il y a un attentat, on remarque une hausse de l'extrême droite. En Syrie, il a augmenté parce que personne d'autre n'a su répondre aux problèmes des gens. C'est une idéologie qui se transmet parfois de génération en génération. »

Que pensez-vous de la liberté de la presse en France ? « Il y a beaucoup de liberté en France, mais quand il s'agit de parler du Moyen-Orient, il y a un manque d'équilibre, et un peu d'islamophobie, même si c'est vrai qu'il y a un problème avec l'islamisme radical. En France, si un journaliste s'exprime contre Bachar Al-Assad, il est mal vu. Si c'est contre Daesh, il est vu comme un révolutionnaire. »

(*) Ce qui n'est pas licite, du point de vue religieux. C'est le contraire de « halal ».

Maëlle Hamma

BRIOUDE OPINION ARMÉE - CONFLIT EDUCATION MONDE POLITIQUE